

Gradignan, le 26/11/2024

Suite aux annonces du ministre de la fonction publique, Guillaume KASBARIAN, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à l'ensemble des fonctionnaires.

En effet, le ministre souhaite notamment :

→ réduire à hauteur de 90 % du salaire l'indemnisation des arrêts-maladie des fonctionnaires !

→ Instaurer trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie afin d'aligner les conditions d'indemnisation du public sur le privé !

Ce dernier oublie de dire que trois quarts des employeurs compensent la période de carence et que le privé bénéficie de nombreuses conventions collectives en matière de maintien de salaire ! Thomas Cazenave, ancien ministre des Comptes Publics, avait reconnu en 2023 qu'une partie des salariés du privé voyait leurs jours de carence couverts par leurs complémentaires contrairement aux fonctionnaires qui ont un vrai jour de carence !

→ **Le non-versement de la GIPA.**

Pour rappel, la GIPA a pour but de compenser la perte de pouvoir d'achat si la rémunération a peu augmenté au cours des quatre dernières années ! Pas moins de 188 000 agents publics avaient bénéficié de la GIPA en 2023 !

**ASSEZ DE MÉPRIS ET D'HYPOCRISIE DE LA PART DU GOUVERNEMENT !**

**L'INTERSYNDICALE FONCTION PUBLIQUE (UNSa, CGT, CFDT, CFE-CGC, FA-FP, FSU et Solidaires) appelle à une première journée d'action le JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024.**

Dans son communiqué du 21/11/2024, **l'UFAP UNSa Justice** a annoncé le boycott de toutes les instances au niveau local, régional et national.

**PAR CES MOTIFS,  
L'UFAP UNSa JUSTICE  
DU CP BORDEAUX,  
NE SIÉGERA PAS  
AU CSA NI AU CSA FS  
DU 26 NOVEMBRE 2024**

**Pas touche à ma santé !**



**Le 5 décembre, je dis NON :**

- aux 3 jours de carence maladie
- à la baisse des indemnisations maladie

**#STOPauFonctionnaireBashing**



**NON AU BASHING  
ANTI-FONCTIONNAIRES !**

L'UFAP UNSa Justice  
Bordeaux Gradignan